



Distribution: générale	Point X de l'ordre du jour
Date: 7 juillet 2022	WFP/EB.2/2022/X-X/X/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays – État plurinational de Bolivie (2023-2027)

Durée	1 ^{er} janvier 2023-31 décembre 2027
Coût total pour le PAM	18 841 728 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

L'État plurinational de Bolivie compte parmi les pays les plus pauvres d'Amérique latine: 37,2 pour cent de ses habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté, et 34 pour cent des membres des populations autochtones sont en situation d'extrême pauvreté. Chaque année, le pays fait face à 160 phénomènes météorologiques extrêmes en moyenne, ce qui contribue à exacerber les répercussions de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire, à compromettre la disponibilité d'eau potable, à favoriser la propagation des maladies à transmission vectorielle et à déclencher des incendies de forêt venant réduire la surface des terres arables disponibles. Le Gouvernement bolivien a réaffirmé son engagement à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, dans son plan de développement économique et social (2021-2025), il définit dix objectifs liés aux objectifs de développement durable. Toutefois, pour que le Programme 2030 soit mené à bien, il faudra réaliser des investissements sur la durée et mettre en œuvre des politiques nationales cohérentes à la croisée de différents domaines, à savoir l'insécurité alimentaire, l'inégalité femmes-hommes, la pauvreté rurale et les risques climatiques.

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Amérique latine et Caraïbes
courriel: lola.castro@wfp.org

M. A. Lopez-Chicheri
Directeur de pays
courriel: alejandro.chicheri@wfp.org

S'agissant des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable, l'État plurinational de Bolivie se place au 90^e rang sur 165 pays. Il a atteint la cible fixée en matière de réduction de la prévalence de l'émaciation chez les enfants âgés de moins de 5 ans et celle relative à l'augmentation des rendements céréaliers; cependant, des difficultés subsistent pour ce qui est de l'objectif de développement durable 2, en particulier du point de vue de la réduction de la sous-alimentation et de l'obésité dans les groupes de population qui ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour se procurer des aliments variés, nutritifs et d'origine locale et se tournent vers des options moins coûteuses, à base de produits importés.

Les inégalités demeurent marquées dans le pays, où le coefficient de Gini (mesure des inégalités de revenu selon un barème compris entre 0 et 1) a augmenté, pour passer de 0,416 en 2019 à 0,436 en 2020. En outre, les groupes à risque, confrontés à diverses formes croisées d'inégalités économiques et structurelles, notamment les femmes autochtones, les petits exploitants agricoles et les ménages démunis des zones périurbaines, continuent de vivre dans une grande pauvreté et sont extrêmement vulnérables face à l'insécurité alimentaire. En 2021, l'indice d'inégalité de genre était évalué à 0,722, indiquant un taux de disparité entre les sexes de 28 pour cent. La malnutrition demeure préoccupante, en particulier les carences en micronutriments parmi les femmes en âge de procréer, et le taux d'obésité est en hausse du fait que les ménages vulnérables n'ont qu'un accès limité aux aliments variés et nutritifs. L'écart entre femmes et hommes pour ce qui est du taux de participation au marché du travail s'élève à 26 pour cent, ce qui s'explique en grande partie par les normes sociales différenciées selon le sexe, en vertu desquelles les tâches domestiques et les soins non rémunérés incombent systématiquement aux femmes. L'impossibilité d'accéder à des sources de revenus stables explique en partie pourquoi quatre femmes sur dix – au premier rang desquelles les femmes autochtones – vivent dans la pauvreté. Les petits exploitants, en particulier dans les communautés autochtones, n'ont qu'un accès limité aux marchés locaux, en tant que sources de revenus stables. L'État plurinational de Bolivie n'est pas autosuffisant en aliments de base tels que le blé, en dépit de la place croissante tenue par ces denrées dans l'alimentation des ménages, ce qui rend le pays dépendant des importations et vulnérable face aux fluctuations des cours des marchandises à l'échelle internationale, y compris les combustibles.

L'exécution du plan stratégique de pays mobilisera un vaste éventail de parties prenantes, notamment du Gouvernement et du secteur privé, ainsi que les femmes et les hommes dirigeant de petites exploitations et les communautés autochtones vulnérables, afin de s'attaquer à l'insécurité alimentaire touchant les petits exploitants les plus fragiles. Le plan est axé sur la participation des femmes vulnérables, qui sont les principales pourvoyeuses de soins et pratiquent une agriculture de subsistance. Le PAM complétera ses interventions directes par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur une approche intégrée et participative pour faire reculer l'insécurité alimentaire et renforcer les moyens d'existence des petits exploitants, en améliorant la qualité, la cohérence et la portée des dispositifs d'assistance sociale. Le PAM entend faciliter l'accès aux aliments variés et nutritifs et en favoriser la consommation grâce à l'amélioration des moyens d'existence et de l'information, en veillant à assurer aux petits exploitants un accès équitable aux marchés durables à forte valeur ajoutée pour leurs produits, et grâce à des activités soutenues de communication et de sensibilisation menées à l'échelon local à l'intention des instances nationales pour encourager l'adoption de politiques et de programmes plus efficaces en matière d'intervention dans les situations d'urgence, de réduction de la pauvreté rurale et d'atténuation des effets des changements climatiques.

Le plan stratégique de pays est harmonisé avec les effets directs stratégiques 1, 3 et 4 du PAM et trois effets directs corrélés y sont définis, dans le but d'aider le Gouvernement bolivien à atteindre les objectifs de développement durable 2 et 17:

- *Effet direct 1:* Les ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie tirent profit des mesures d'anticipation, de la préparation aux situations d'urgence, de la coordination et des interventions qui répondent à leurs divers besoins alimentaires et nutritionnels urgents et favorisent un relèvement rapide
- *Effet direct 2:* Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones en situation d'insécurité alimentaire en Bolivie – en particulier les femmes rurales – sont plus résilients face aux crises climatiques et autres chocs et stress, notamment grâce à des moyens d'existence durables, à des revenus réguliers, à une productivité améliorée et à l'accès aux marchés où existe une demande
- *Effet direct 3:* D'ici à 2027, en Bolivie, les institutions locales, régionales et nationales sont dotées de capacités renforcées, se coordonnent mieux et mettent en œuvre des politiques et des programmes cohérents au bénéfice des groupes les plus vulnérables

À chaque étape de la mise en œuvre des projets, le PAM coopérera avec le Gouvernement à tous les niveaux pour assurer l'adoption d'une approche cohérente en ce qui concerne la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, la productivité des petits exploitants et l'insécurité alimentaire touchant les communautés rurales et périurbaines vulnérables, notamment les femmes, et il ne perdra pas de vue la durabilité environnementale et exploitera les enseignements tirés de l'expérience acquise.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'État plurinational de Bolivie (2023-2027) (WFP/EB.2/2022/X-X/X), pour un coût total pour le PAM de 18 841 728 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. L'État plurinational de Bolivie (ci-après dénommé la Bolivie) est l'un des deux États sans littoral d'Amérique latine¹ et compte parmi les plus pauvres du continent; il est classé 107^e sur 189 pays selon l'indice de développement humain de 2020. Toutefois, au cours de la décennie écoulée, en raison de la croissance économique, le pourcentage d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté a diminué, passant de 19,0 pour cent à 12,9 pour cent², l'espérance de vie a augmenté, de 56,1 ans à 71,51 ans en moyenne, le taux de mortalité infantile a nettement décliné – de 63 pour 1000 à 26 pour 1000 – et la proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance est passée de 32 pour cent à 16 pour cent³.
2. L'économie bolivienne est fortement dépendante de ses industries extractives, ce qui expose les investissements durables dans le développement humain aux fluctuations des tendances mondiales. Ainsi, entre 2005 et 2014, le taux de croissance annuel moyen de l'économie avait été de 5 pour cent, mais il n'a été que de 4,5 pour cent entre 2015 et 2017. Les revenus pétroliers ont accusé une diminution de 68 pour cent en 2019 par rapport à 2014 et, en 2020, l'économie s'est contractée à hauteur de 8 pour cent⁴. Cela a rendu encore plus complexe le paysage sociopolitique qui a résulté de la crise politique à la fin de 2019, de la mise en place d'un gouvernement de transition suivie par une élection générale au début de 2020 et de la pandémie de COVID-19. Pendant l'année 2020, le taux d'extrême pauvreté a augmenté, passant de 6,4 pour cent à 7,2 pour cent dans les zones urbaines et de 27,8 pour cent à 28,8 pour cent dans les zones rurales, avec des disparités régionales marquées⁵.
3. Les inégalités s'aggravent en Bolivie⁶, où des poches de pauvreté grave et de vulnérabilité élevée face à l'insécurité alimentaire sont observées parmi les groupes à risque, en particulier les petites exploitantes et les ménages autochtones des zones périurbaines, qui font face à une pauvreté multidimensionnelle. La Bolivie compte 36 groupes autochtones, associés à des systèmes sociaux, culturels, économiques, historiques et territoriaux très divers. Pourtant, toutes les femmes autochtones se heurtent à un certain nombre de réalités communes; ce sont les femmes autochtones rurales qui pâtissent des formes de dénuement les plus extrêmes et elles sont deux fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les femmes non autochtones vivant en zone urbaine. En moyenne, elles n'ont suivi que quatre ans de scolarité, contre 12 ans pour les femmes non autochtones vivant en zone urbaine; or il a été montré qu'il existait un lien entre le niveau d'instruction et la malnutrition au sein des ménages en Bolivie. Les femmes autochtones souffrent d'autres désavantages qui entraînent une réduction de leur qualité de vie, notamment des taux élevés de mortalité maternelle (eux-mêmes imputables à la malnutrition et à l'anémie), de plus faibles taux d'emploi et une participation généralisée à l'emploi informel⁷.

¹ Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. [Liste des pays en développement sans littoral](#) (site Web en anglais).

² Institut national de statistique de Bolivie. [Encuesta de hogares 2016-2018](#).

³ Programme des Nations Unies pour le développement. 2021. [The Next Frontier: Human Development and the Anthropocene. Briefing note for countries on the 2020 Human Development Report. Bolivia \(Plurinational State of\)](#).

⁴ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2021. [Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2021](#).

⁵ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

⁶ Le coefficient de Gini est passé de 56 pour cent en 2000 à 42 pour cent en 2018.

⁷ Institut national de statistique de Bolivie. [Encuesta de hogares 2020](#).

4. La malnutrition demeure un problème. Les carences en micronutriments sont répandues parmi les femmes en âge de procréer et l'obésité est une source de préoccupation croissante, du fait que les ménages vulnérables n'ont qu'un accès réduit à une alimentation diverse et nutritive. Des données issues de l'enquête démographique et sanitaire de 2016 montrent que le surpoids ou l'obésité concernent 57,7 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 ans; le taux de prévalence est encore plus élevé chez les femmes âgées et celles qui ont un faible niveau d'instruction. Près de la moitié des femmes enceintes souffrent d'anémie, ce qui exige la conduite d'interventions cohérentes et efficaces de la part des pouvoirs publics. Les taux les plus élevés d'anémie légère sont relevés dans les hauts plateaux (en moyenne 29,4 pour cent); le taux de prévalence s'élève à 24,6 pour cent dans le groupe autochtone quechua et à 28,3 pour cent parmi les Aymaras. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indique que le pourcentage de personnes souffrant de malnutrition a augmenté, passant de 14,9 pour cent pour la période 2016-2018 à 15,7 pour cent pour la période 2018-2020, cependant que le taux de prévalence de la sous-alimentation demeure de 15,5 pour cent depuis 2015⁸.
5. Pour ce qui est du taux de participation sur le marché du travail, l'écart entre femmes et hommes est de 26 pour cent, ce qui s'explique en grande partie par des normes sociales différenciées par sexe, les tâches domestiques et les soins non rémunérés incombant systématiquement aux femmes. Une étude d'OXFAM réalisée en 2019 a fait apparaître que les femmes consacraient deux fois plus de temps que les hommes aux tâches domestiques et aux soins dispensés aux membres de la famille: 95 pour cent des répondantes exécutaient des tâches domestiques, contre 66 pour cent des hommes, et 72 pour cent des femmes dispensaient des soins aux membres dépendants de la famille, contre 46 pour cent des hommes. En Bolivie, quatre femmes sur dix vivent dans la pauvreté et les taux de pauvreté sont encore plus élevés parmi les femmes autochtones, en particulier du fait qu'elles n'ont pas accès à des sources de revenus stables. Selon l'Observatoire de l'égalité des genres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'indice de féminité (qui compare la situation des femmes à celles des hommes) s'élève en Bolivie à 114⁹, ce qui indique que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de souffrir de pauvreté grave.
6. De tous les pays d'Amérique latine, la Bolivie est la plus touchée par les phénomènes météorologiques extrêmes¹⁰, en particulier des crues et des sécheresses intenses en raison de l'augmentation des températures qui provoquent la fonte des glaciers et réduisent la prévisibilité des pluies et des chutes de neige, ainsi que la disponibilité de l'eau sous forme de pluie ou de neige¹¹. Les répercussions de ces phénomènes sont exacerbées par une gestion et une gouvernance inadéquates des ressources naturelles et par des taux de déforestation élevés, qui contribuent à la dégradation de l'environnement et à la perte de biodiversité. En 2019, la Bolivie a connu les pires feux de forêt de son histoire à la suite d'une sécheresse et de températures élevées sur une période prolongée; 6 millions d'hectares ont brûlé, parmi lesquels des herbages productifs. Les populations autochtones sont particulièrement touchées par ces phénomènes, car leurs moyens d'existence traditionnels sont souvent fortement tributaires des ressources naturelles. Bien qu'elles se heurtent également à des obstacles sociaux et économiques qui limitent leur capacité d'adaptation, les femmes rurales sont des agents de changement efficaces pour ce qui est de l'adaptation aux répercussions des phénomènes climatiques du fait qu'elles pratiquent des activités de

⁸ FAO et al. 2021. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Latin America and the Caribbean 2020 – Food security and nutrition for lagged territories*.

⁹ L'indice de féminité compare les pourcentages de femmes et d'hommes âgés de 20 à 59 ans qui sont démunis.

¹⁰ OXFAM. 2020. *Bolivia, Climate change, inequality and resilience*.

¹¹ M. F Andrade. 2014. *La economía del cambio climático en Bolivia: validación de modelos climáticos*.

subsistance diverses qui sont indépendantes de la propriété foncière, comme l'artisanat et la transformation de produits alimentaires.

7. La Bolivie importe du blé et d'autres aliments de base et, en tant que pays sans littoral et montagneux, se heurte à ce titre à des problèmes logistiques complexes. Le pays continuera de pâtir de la crise en Ukraine du fait que le coût des denrées alimentaires et d'autres marchandises de base est appelé à augmenter.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

8. Le Gouvernement bolivien a réaffirmé sa détermination à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le cadre du Programme patriotique 2025 du pays. Le plan de développement économique et social actuel pour 2021-2025 comprend dix objectifs de développement interdépendants, incluant chacun au moins l'un des objectifs de développement durable (ODD). Selon ce plan, le pays parviendra au développement social grâce à une économie viable et au respect de la diversité et de l'environnement, dans l'esprit de la promesse formée dans le Programme 2030 de ne laisser personne de côté.
9. En 2021, le premier rapport national volontaire remis par la Bolivie au forum politique de haut niveau pour le développement durable a fait apparaître que de nets progrès avaient été enregistrés au titre de l'accomplissement des ODD 1, 2, 4, 5, 9 et 11. Toutefois, les effets négatifs de la crise socioéconomique et politique de 2019 et de la pandémie de COVID-19 en 2020, que sont venues aggraver les répercussions persistantes des changements climatiques, sont à l'origine de problèmes de taille. Le rapport sur les objectifs de développement durable de 2021 place la Bolivie au 90^e rang sur 165 pays pour ce qui est des progrès accomplis vers la réalisation des ODD, de bons résultats étant signalés pour les ODD 1, 4 et 13. La Bolivie est signataire de l'Accord de Paris, qu'elle a ratifié en 2016 par la loi 835, dans laquelle est énoncé l'engagement pris par le Gouvernement de préserver l'environnement. La politique nationale en matière de risques comprend un ensemble d'initiatives, de décisions et de mesures reposant sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.
10. L'analyse commune de pays pour la Bolivie a fait apparaître quatre points d'ancrage pour la réalisation des ODD: égalité et bien-être; gouvernance et cohésion sociale; économie diversifiée et inclusive; changements climatiques et environnement.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

11. *Accès à la nourriture.* Selon l'indice de la faim dans le monde de 2021, la Bolivie se classe au 57^e rang sur 116 pays. Des avancées sont constatées pour ce qui est de la réduction de l'extrême pauvreté, notamment grâce aux transferts de type monétaire effectués par le Gouvernement au bénéfice des personnes âgées, des enfants scolarisés et des femmes et des filles enceintes, censés compenser l'augmentation du prix des produits alimentaires. Toutefois, les résultats obtenus et la couverture de ce dispositif sont inégaux en raison de l'absence de données relatives au ciblage, de l'éloignement géographique de nombre de communautés rurales vulnérables et des coûts élevés de la distribution et du suivi. Les petits exploitants agricoles, en particulier dans les communautés autochtones, n'ont qu'un accès limité aux marchés, ce qui restreint les possibilités qui leur sont offertes d'obtenir un revenu stable et donc de se procurer des denrées alimentaires en quantité suffisante.

12. *Élimination de la malnutrition.* La malnutrition est une préoccupation de santé publique en Bolivie: 16,1 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et les taux atteignent parfois 23,7 pour cent dans certaines zones rurales, contre une moyenne régionale de 11,3 pour cent pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En dépit de certains progrès, 24,4 pour cent des femmes et filles âgées de 15 à 49 ans et 53,7 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans continuent de souffrir d'anémie. Un double fardeau de la malnutrition est observé dans l'ensemble du pays. Les inégalités persistent dans les hauts plateaux et dans les vallées, en particulier dans les départements de Potosí, de Tarija, de Chuquisaca, de Cochabamba, d'Oruro et de La Paz¹². Dans plusieurs zones rurales et urbaines regroupant des populations autochtones denses, on constate que les taux de retard de croissance, de surpoids et d'obésité sont nettement plus élevés que la moyenne nationale. Une alimentation inadéquate et une consommation limitée de produits locaux nutritifs en raison de la modification des habitudes alimentaires sont la cause de problèmes nutritionnels qui se superposent¹³.
13. *Productivité et revenus des petits exploitants.* La sécurité alimentaire en milieu rural est directement liée à la productivité et aux revenus des petits exploitants, peu élevés, à l'accès aux marchés et à la capacité des communautés de petits exploitants de s'adapter aux changements climatiques et à leurs effets sur l'agriculture, l'élevage, la foresterie et la pêche. L'agriculture ne représente que 9 pour cent du produit intérieur brut, mais elle emploie 40 pour cent de la population active. Les femmes sont surreprésentées dans ce secteur (35,8 pour cent des femmes en âge de travailler contre 22,2 pour cent des hommes en âge de travailler), mais elles n'en demeurent pas moins plus vulnérables face à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire que les hommes, principalement en raison de la persistance de la violence sexiste, du fait qu'elles n'ont pas accès au crédit ni à l'appui technique et des responsabilités disproportionnées qui sont les leurs en matière de soins, ce qui les empêche de participer à la prise de décisions sur un pied d'égalité avec les hommes employés dans le secteur¹⁴.
14. Les rendements agricoles de la Bolivie sont les plus faibles d'Amérique latine. Quatre-vingt-quatorze pour cent des unités agricoles appartiennent à de petits exploitants; situées pour beaucoup d'entre elles dans les vallées et les hauts plateaux (*altiplano*), ces unités assurent la plus grande partie de la production d'aliments de base du pays. Toutefois, les activités des petits exploitants se caractérisent par un accès limité aux services financiers, l'absence de technologies de production modernes, la petite taille des exploitations et l'existence de problèmes liés au régime foncier.
15. *Systèmes alimentaires durables.* Les systèmes alimentaires de la Bolivie se divisent en deux catégories: le système de production alimentaire fondé sur l'agriculture traditionnelle, dirigé par les communautés autochtones et les petits producteurs et caractérisé par des réseaux de commercialisation et d'approvisionnement locaux, qui s'articulent sur les unités productives des familles et des communautés; le système agroalimentaire, composé de systèmes de production agro-industriels de moyenne et de grande tailles. Le premier produit entre 40 pour cent et 60 pour cent des aliments consommés dans le pays¹⁵, mais la plupart des producteurs vivent dans une extrême pauvreté et dans l'insécurité alimentaire

¹² FAO et al. 2021. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Latin America and the Caribbean 2020 – Food security and nutrition for lagged territories.*

¹³ Selon l'Organisation mondiale de la Santé, le taux de prévalence de l'anémie parmi les femmes en âge de procréer (en proportion des femmes âgées de 15 à 49 ans) en Bolivie était de 30,2 pour cent en 2016. Pour ce qui est des 26 années comprises entre 1990 et 2016, la dernière année pour laquelle on dispose de données, le taux de prévalence a atteint un pic de 36,0 pour cent en 1990, la valeur la plus faible enregistrée ayant été 29,6 pour cent en 2014.

¹⁴ Urgente.bo. 2018. *Las mujeres rurales de Bolivia viven una dura realidad, aunque la normativa para ellas mejoró.*

¹⁵ Institut national de statistique de Bolivie. *Agricultural census, 2013* et *Encuesta de presupuestos familiares 2015-2016.*

qui découlent de systèmes de production mal adaptés, de la petite taille des exploitations et de l'accès limité aux intrants et aux services productifs¹⁶.

16. Bien que la majorité des personnes employées dans le système de production alimentaire fondé sur l'agriculture traditionnelle demeure en proie à l'insécurité alimentaire, ce type d'agriculture est de nature à promouvoir la souveraineté alimentaire, la réduction de la pauvreté et la gestion des ressources naturelles, cependant que le secteur agroalimentaire stimule la conversion des terres, d'où des pertes parmi les écosystèmes et une tendance dévastatrice à la déforestation. Des investissements suffisants associés à des programmes cohérents en faveur des petits exploitants employés dans le système fondé sur l'agriculture traditionnelle, à l'appui de l'amélioration de leurs revenus, permettraient de faire reculer la pauvreté et l'insécurité alimentaire au sein des populations les plus vulnérables de la Bolivie, tout en renforçant la résilience de ces dernières face aux changements climatiques et en améliorant la durabilité environnementale.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

17. *Cohérence des politiques.* La principale difficulté à laquelle se heurte la Bolivie pour atteindre la plupart de ses cibles associées à l'ODD 17 est l'absence de données fiables qui permettraient de suivre les progrès accomplis.
18. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Conformément aux accords signés avec le PAM, le Gouvernement bolivien a couvert 28 pour cent des coûts administratifs incombant au PAM au titre du plan stratégique de pays (PSP) pour 2018-2022, démontrant ainsi l'intérêt qu'il porte à la coopération internationale et au PAM, qu'il considère comme un partenaire de choix.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

19. Près d'un tiers des Boliviens vivant en milieu rural n'ont pas les moyens de se procurer un panier alimentaire de base. À l'échelle nationale, 11 pour cent de la population souffrent d'insécurité alimentaire grave et 13 pour cent d'insécurité alimentaire extrêmement grave; cela représente plus de 2,4 millions d'individus dans 116 municipalités, principalement dans les départements de La Paz, de Potosí, de Cochabamba et de Chuquisaca et dans certaines parties des départements d'Oruro et de Tarija¹⁷.
20. Entre 2008 et 2016, le taux de retard de croissance parmi les enfants âgés de moins de 5 ans a diminué de 11,1 points de pourcentage. Toutefois, dans certaines zones rurales, il demeure très élevé (23 pour cent), et 6 sur 10 des enfants âgés de 6 mois à 5 ans souffrent d'anémie. Dans ce contexte, la malnutrition est associée à la pauvreté, aux habitudes alimentaires et à l'absence d'éducation et de sensibilisation à la nutrition. Les inégalités en matière de nutrition sont particulièrement répandues dans les municipalités rurales, les communautés autochtones et les familles vivant dans la pauvreté, mais aussi parmi les enfants dont la mère n'a pas fréquenté l'école et parmi les femmes et les filles qui tombent enceintes à un âge précoce. Cette situation exacerbe le cercle vicieux de la mortalité maternelle, de la dénutrition infantile et de la pauvreté¹⁸.

¹⁶ *United Nations summit on food systems national roadmap Plurinational State of Bolivia, 2021.*

¹⁷ PAM et Ministère du développement rural et des terres. 2022 (en cours d'élaboration). Analyse intégrée du contexte au niveau des communautés.

¹⁸ À l'heure actuelle, 16,5 pour cent des grossesses enregistrées le sont parmi des adolescentes, ce qui signifie qu'au moins 104 adolescentes tombent enceintes chaque jour; parmi elles, six ont moins de 15 ans. Voir Ministère bolivien de la santé et des sports. 2021. *Salud promueve encuentro nacional de adolescentes y jóvenes para prevenir embarazo no deseado.*

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

21. Le PAM est présent en Bolivie depuis 1963 et est reconnu par le Gouvernement comme un partenaire stratégique précieux pour éliminer la faim. Étant donné que les conditions socioéconomiques se sont améliorées et que la Bolivie a désormais le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le rôle du PAM évolue: l'assistance alimentaire directe cède progressivement la place à un appui apporté à l'action menée par le Gouvernement pour lutter contre l'insécurité alimentaire grâce à la promotion de moyens d'existence améliorés et plus durables en milieu rural. À cette fin, le PAM fournira une assistance technique, mènera des activités de sensibilisation et appuiera le renforcement des capacités.
22. Les ressources financières allouées au précédent PSP n'ont pas permis que soient atteints les effets directs stratégiques liés à la nutrition et au renforcement des capacités, essentiels à l'accomplissement des ODD. En 2019, durant la période de turbulences socioéconomiques et politiques déclenchée par la démission soudaine du Président de longue date du pays, puis en 2020, pendant la pandémie de COVID-19, la priorité a été accordée aux interventions d'urgence. L'appui apporté par le PAM à l'alimentation scolaire au niveau local a été interrompu par les fermetures d'établissements scolaires à la mi-2020; toutefois, le PAM a continué d'appuyer les capacités productives des associations locales, notamment celles qui étaient dirigées par des femmes, en contribuant de diverses manières aux programmes d'alimentation scolaire à l'échelle communautaire et en recherchant d'autres débouchés pour les produits de ces associations. Le développement de ce type d'activités est prévu dans le nouveau PSP, dans le cadre duquel les enseignements tirés seront exploités les pratiques optimales utilisées à l'appui d'activités de sensibilisation fondée sur des éléments factuels. Le PAM accordera la priorité à de nouveaux domaines et groupes de population et intensifiera son appui aux exploitants pratiquant une agriculture de subsistance afin de garantir la sécurité alimentaire aux plus vulnérables.
23. Dans le cadre d'une évaluation du PSP pour 2018-2022, il a été noté que celui-ci était certes cohérent avec les priorités nationales, mais que le bureau de pays avait rencontré des difficultés pour atteindre les objectifs définis dans le PSP, principalement en raison d'un manque de ressources. Les auteurs de l'évaluation ont recommandé que le nouveau PSP soit plus centré et renforce sa dimension stratégique. Ils ont également noté que le PAM répondait avec rapidité et souplesse aux événements extérieurs, mais qu'il se contentait souvent de réagir et n'avait peut-être pas su saisir certaines possibilités de consolider son rôle en tant que partenaire stratégique de choix du Gouvernement dans les domaines de compétence technique relevant de son mandat. Enfin, ils ont recommandé que soient améliorées la définition et l'application d'indicateurs ventilés par sexe, pour assurer la visibilité requise et la mobilisation de ressources financières et humaines suffisantes.
24. En réponse aux recommandations issues de l'évaluation en question, le nouveau PSP inclut des indicateurs ventilés par sexe dans son plan et ses outils de suivi et d'évaluation, pour qu'il soit possible d'évaluer tout au long de sa mise en œuvre son impact à l'aune de la problématique femmes-hommes. Quinze pour cent du budget est alloué à des activités axées sur cette problématique, ce qui est suffisant pour financer l'exécution de programmes comportant des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, s'agissant notamment des normes sociales différenciées par sexe, et d'activités conçues en fonction des besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons, en garantissant un accès et une participation équitable à toutes et à tous. Le PAM élabore les activités conduites dans le cadre du PSP sur la base d'évaluations préliminaires approfondies, en recherchant des solutions innovantes et adaptées à chaque contexte, qui encouragent, à toutes les étapes de leur exécution, la participation, l'exercice

de responsabilités, la prise de décisions et l'autonomisation économique, ainsi que l'accès aux ressources et leur contrôle, d'une manière équitable.

25. Le nouveau PSP définit une approche intégrée de l'accomplissement de l'ODD 2 et un recentrage sur l'établissement d'une collaboration régulière avec le Gouvernement et les autorités régionales et locales aux fins de l'exploitation des synergies entre institutions nationales. Privilégiant une approche de la concertation sur les politiques, à la fois cohérente et fondée sur des éléments factuels, le PAM œuvrera avec les interlocuteurs nationaux afin de renforcer les mesures conçues pour améliorer les habitudes nutritionnelles et la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité face aux risques d'origine climatique qui se répercutent sur la productivité des petits exploitants, et il plaidera en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes. Le PAM continuera de mener des interventions d'urgence et d'apporter un appui visant à aider les petits exploitants à se procurer des revenus plus durables selon des modalités plus fiables.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

26. Le Programme patriotique 2025 et le plan national de développement économique et social pour 2021-2025 servent de cadre général pour l'accomplissement des ODD. Le Ministère du développement rural et des terres a pour responsabilité de faire respecter le droit à l'alimentation, inscrit dans la Constitution. Le plan conçu par le PAM pour renforcer la résilience en améliorant la sécurité alimentaire et la productivité des petits exploitants, assurer un relèvement durable après les chocs pour les plus vulnérables et renforcer les capacités nationales concorde avec la conviction du Gouvernement que ces enjeux sont inextricablement liés. Le PAM veillera à ce que les programmes nationaux viennent en aide aux populations à risque tout en améliorant la cohérence et la coordination des politiques et programmes existants. Il joue un rôle actif au titre de la réalisation de l'analyse commune de pays en cours et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en veillant à ce que ses objectifs et les activités qu'il prévoit soient inclus dans le cadre général et à ce que son analyse de la situation en matière de sécurité alimentaire se reflète dans l'analyse commune de pays. La Bolivie a actualisé ses contributions déterminées au niveau national pour ce qui est de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie et des forêts afin d'accroître la capacité des groupes vulnérables de s'adapter aux changements climatiques.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

27. Il a été recommandé dans l'évaluation du PSP que le PAM formule une stratégie relative aux partenariats pour définir les responsabilités de chaque partie prenante, et déterminer le degré de coordination souhaité de la part de chacune d'elles. Le PAM s'est penché avec les interlocuteurs nationaux sur l'élargissement de la portée des partenariats axés sur le renforcement des capacités et a fait appel à des fondations nationales et internationales du secteur privé ainsi qu'à des parties prenantes du mouvement naissant de la "gastronomie sociale" en Bolivie, susceptibles d'être intéressées par l'adoption d'une approche innovante de la promotion des produits autochtones et locaux, comme un moyen de faciliter l'accès des communautés autochtones à des marchés lucratifs. Nombre de parties prenantes ont exprimé de l'intérêt pour une collaboration dans le cadre d'une telle initiative. Le PAM a sollicité des contributions d'autres organismes des Nations Unies pour assurer la complémentarité des interventions en fonction du mandat propre à chacun.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

28. Dans le cadre du PSP, le PAM continuera à fournir une assistance directe tout en renforçant la capacité du Gouvernement de se préparer aux situations d'urgence et d'y faire face, d'améliorer la sécurité alimentaire des petits exploitants et des communautés autochtones vulnérables et de les encourager à consommer des aliments locaux divers et nutritifs. À cette fin, le PAM œuvrera aux côtés du Gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des parties prenantes socialement responsables, en adoptant une approche centrée sur les marchés et reposant sur des activités de communication et de sensibilisation fondées sur des éléments factuels.
29. En utilisant des données factuelles ventilées par sexe, le PAM prêtera son concours à l'action menée par le Gouvernement pour relier les petits exploitants aux programmes axés sur la résilience et améliorer leurs moyens d'existence, tout en luttant contre les normes différenciées par sexe et en appuyant l'avancement des femmes. Le PAM s'emploie à améliorer la compétitivité et la performance des filières alimentaires existantes et à relier durablement les producteurs locaux aux marchés, selon des modalités respectueuses de l'environnement et des écosystèmes fragiles dont dépendent leurs moyens d'existence, car il ne sera pas possible d'atteindre l'ODD 2 en Bolivie si l'égalité femmes-hommes et la durabilité environnementale ne se concrétisent pas.
30. Le PAM n'agira pas seulement en partenariat avec les municipalités dans le cadre des interventions directes en cas d'urgence, mais aussi pour contribuer à l'amélioration de la préparation aux situations d'urgence récurrentes et à l'élaboration d'une stratégie d'intervention qui favorise le relèvement rapide et le renforcement de la résilience. Le PAM mettra en œuvre une stratégie de sensibilisation et de communication globale à tous les niveaux de gouvernement, en complément de sa collaboration directe avec les communautés au titre de l'ensemble des effets directs du PSP, l'objectif étant d'encourager l'adoption d'une approche multidimensionnelle de la lutte contre l'insécurité alimentaire, centrée sur la problématique femmes-hommes. Les compétences techniques du PAM en matière de collecte et d'analyse de données et de filières alimentaires seront exploitées aux fins de la mise en œuvre de cette stratégie.
31. En réponse à la recommandation formulée dans l'évaluation du PSP de consolider le positionnement stratégique du PAM, il a été déterminé que le PSP améliorerait la capacité du Gouvernement de cibler les communautés les plus vulnérables et ferait du PAM un partenaire privilégié pour l'adaptation aux changements climatiques et l'appui aux moyens d'existence des petits exploitants.
32. Le PAM encouragera la consommation de produits alimentaires disponibles localement grâce à des activités soutenues et ciblées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, axées sur les normes sociales différenciées par sexe et sur les choix alimentaires. Il agira aussi pour améliorer les revenus des populations rurales en développant des marchés à forte valeur ajoutée en guise de débouchés pour les produits nutritifs et sous-utilisés qui sont issus des cultures traditionnelles, en reliant les petits exploitants vulnérables aux programmes nationaux fondés sur l'alimentation et à des restaurants prestigieux. Au moyen d'une stratégie de sensibilisation ciblée et de communication dynamique visant à obtenir des ressources financières et à mieux faire connaître le PSP, le PAM établira de nouveaux partenariats et renforcera les synergies existantes entre les effets directs du PSP. L'impact souhaité consiste à parvenir à ce que les groupes de population vulnérables, en particulier les femmes rurales et autochtones, deviennent des acteurs de leur propre développement.

33. La problématique femmes-hommes sera prise en compte à toutes les étapes de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi du PSP, conformément à la politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes pour 2022-2027. Le PAM produira des données désagrégées au niveau individuel et développera les analyses participatives intégrées, à l'appui de la prise en compte systématique de cette problématique dans toutes les activités et dans tous les effets directs.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie tirent profit des mesures d'anticipation, de la préparation aux situations d'urgence, de la coordination et des interventions qui répondent à leurs divers besoins alimentaires et nutritionnels urgents et favorisent un relèvement rapide

34. Des chocs de plus en plus fréquents et intenses endommagent les actifs productifs, entament les revenus et mettent en péril la sécurité alimentaire dans les communautés rurales. Le PAM investira dans des mesures d'anticipation et dans l'appui aux interventions menées par les municipalités en réaction à des chocs, et il œuvrera au côté du Gouvernement de telle sorte que celui-ci puisse progressivement assumer la responsabilité de ces tâches, tout en répondant directement aux divers besoins des populations touchées. En coordination avec le Vice-Ministère de la défense civile, le PAM continuera d'octroyer des transferts de type monétaire ciblés aux populations touchées par une crise tout en améliorant la capacité des municipalités de se préparer et de répondre aux situations d'urgence. Il utilisera des évaluations tenant compte de la problématique femmes-hommes, y compris des outils tels que l'indice de fonctionnement des marchés, pour éclairer l'élaboration des activités de transferts de type monétaire.

35. Cet effet direct du PSP est complémentaire de l'effet direct 3. Les retombées des interventions menées au niveau des municipalités serviront de base à l'action de sensibilisation conduite par le PAM en faveur de l'adoption d'une approche plus cohérente de la réduction des risques de catastrophe, et les activités que le PAM mène à l'échelle nationale auront une incidence directe sur l'appui financier, ou autre, qui sera fourni aux municipalités pour la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise.

Effet direct stratégique du PAM

36. Cet effet direct du PSP contribue à l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

37. Cet effet direct du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

38. Cet effet direct du PSP est harmonisé avec les priorités nationales suivantes: Faim zéro, adaptation aux changements climatiques, réduction des risques de catastrophe et amélioration de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise; il garantira également l'accès équitable à l'assistance et le ciblage des groupes de population les plus vulnérables.

Produits escomptés

39. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 1 du PSP:

- Produit 1: Les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie reçoivent des transferts de type monétaire qui leur permettent de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents.

- **Produit 2:** Les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie tirent profit des améliorations apportées en matière de préparation aux situations d'urgence, de coordination, d'intervention et d'assistance réactive face aux chocs, aux niveaux national, départemental et municipal.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir des transferts de type monétaire aux ménages en situation d'insécurité alimentaire exposés à des chocs en Bolivie

40. Les communautés en situation d'insécurité alimentaire touchées par des chocs recevront des transferts de type monétaire ciblés qui leur permettront de satisfaire leurs besoins en matière d'alimentation et de nutrition pendant et après les situations d'urgence. Le PAM réalisera des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations d'urgence en tenant compte de la problématique femmes-hommes. Il s'adressera équitablement aux femmes et aux hommes vulnérables touchés par des chocs et prendra en compte les vulnérabilités croisées, notamment pour délivrer ses messages de sensibilisation fondés sur les avis recueillis auprès de femmes et d'hommes vulnérables concernant les travaux domestiques et les responsabilités en matière de soins, afin de garantir le caractère équitable des interventions. Lorsque ce sera pertinent, le PAM œuvrera au contact étroit des femmes et des hommes concernés pour déterminer sur quels actifs faire principalement porter les efforts pour assurer un relèvement rapide à la suite des phénomènes climatiques récurrents, en mettant en place des garanties socioculturelles et environnementales en fonction des actifs constituant des priorités et dans le souci de leur remise en état.

Activité 2: Fournir une assistance technique aux institutions locales pour améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, notamment au moyen d'activités de sensibilisation fondées sur des éléments factuels

41. Le PAM mènera cette activité en coordination avec les municipalités afin d'agir en complément des mesures d'anticipation et de réaction face aux chocs menées au niveau national. Il renforcera les capacités locales d'anticiper les chocs au moyen de systèmes d'alerte rapide perfectionnés. Il s'attachera à mettre à profit les connaissances locales en matière d'indicateurs biologiques afin d'améliorer la préparation aux catastrophes grâce à la planification des interventions d'urgence, en atténuant les risques pesant sur les moyens d'existence et en limitant l'insécurité alimentaire.
42. Le PAM élaborera une stratégie en matière de sensibilisation et de communication dans un souci d'harmonisation avec les politiques et les programmes nationaux intéressant la réduction des risques de catastrophe ainsi que la préparation aux situations d'urgence et les interventions menées en cas de crise. Cette stratégie reposera sur une analyse des risques et des besoins différenciée par sexe, ainsi que sur l'ensemble de données de base exhaustives dont la constitution est envisagée au cours de la première année du PSP au titre de l'effet direct 2. Ces contributions permettront d'élaborer des instructions spécifiques sur l'adaptation des activités au contexte afin d'améliorer la résilience des femmes et des hommes et de protéger les moyens d'existence des petits exploitants après une catastrophe.

Partenariats

43. Le PAM signera des mémorandums d'accord avec des unités nationales, départementales et municipales de gestion des risques et s'emploiera à établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG) telles que World Vision et Plan International. Il mobilisera d'autres entités des Nations Unies, en particulier les autres organismes ayant leur siège à Rome, et les groupes de la société civile dont l'action est centrée sur l'égalité femmes-hommes et les droits des populations autochtones, pour recouper les éléments d'information à sa disposition et veiller à ce que les femmes et les hommes touchés par des chocs reçoivent des transferts de type monétaire et d'autres formes d'assistance sociale, dans un souci d'équité.

Hypothèses

44. La mise en œuvre réussie des activités menées au titre de l'effet direct 1 du PSP est subordonnée aux conditions suivantes:
- Le Gouvernement place au rang de ses priorités l'allocation de ressources à la préparation aux situations d'urgence.
 - Le PAM dispose de ressources suffisantes pour faire efficacement face aux situations d'urgence.
 - Les autorités locales et la société civile sont disposées à collaborer et à recevoir un appui pour le renforcement de leurs capacités.
 - Les autorités locales et régionales communiquent des informations avant, pendant et après les situations d'urgence.
 - Les municipalités disposent de ressources et de capacités techniques suffisantes, notamment en ce qui concerne la problématique femmes-hommes et la protection, pour assumer la responsabilité de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise.
 - Les institutions locales et régionales conviennent qu'il est important d'assurer la participation égale des femmes et des hommes dans les sphères décisionnelles relatives à la réduction des risques de catastrophe ainsi qu'à la préparation aux situations d'urgence et à l'intervention en cas de crise.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

45. Dans le cadre du présent PSP, le PAM entend appuyer la planification des politiques et la planification stratégique au niveau national au moyen de l'adoption d'une approche plus cohérente, plus inclusive et plus systématique de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise tout en collaborant avec les municipalités pour ce qui est de la dimension technique et des programmes. Cela aura pour effet d'améliorer la coordination, le ciblage et la mise en œuvre, et d'étayer les capacités nationales de suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes et d'analyse des résultats. Le PAM œuvrera avec les interlocuteurs nationaux, en transférant connaissances et outils. Les capacités locales seront renforcées et préservées grâce à l'utilisation de nouveaux outils et à une prise de décisions fondée sur des éléments factuels assemblés dans le cadre d'une collaboration étroite. Cela facilitera le transfert des responsabilités sans heurt le moment venu, qui sera déterminé conjointement par le PAM et ses interlocuteurs.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones en situation d'insécurité alimentaire en Bolivie – en particulier les femmes rurales – sont plus résilients face aux crises climatiques et autres chocs et stress, notamment grâce à des moyens d'existence durables, à des revenus réguliers, à une productivité améliorée et à l'accès aux marchés où existe une demande

46. La Bolivie est l'un des pays du monde où la biodiversité est la plus abondante et dispose d'un grand potentiel pour ce qui est de l'approvisionnement local en produits alimentaires diversifiés et riches en nutriments. Mais paradoxalement, les petits exploitants ruraux, en particulier les femmes autochtones, comptent parmi les groupes les plus vulnérables du pays, car ils sont dépendants de l'agriculture de subsistance pour survivre et sont particulièrement touchés par les chocs d'origine climatique, qui mettent en péril leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire. Ils ne possèdent pas de terres, sont employés par l'économie informelle et n'ont qu'un accès limité au crédit et aux autres services financiers. En dépit des efforts déployés pour promouvoir le respect des droits des populations autochtones et réduire leur vulnérabilité, les revenus des populations en question demeurent insuffisants pour les arracher à la pauvreté. La faible productivité a pour effet d'accroître les coûts. De surcroît, les difficultés rencontrées pour accéder à des marchés à forte valeur ajoutée ou fiables et les risques récurrents d'origine climatique n'incitent guère à prendre des risques, par exemple, en mettant en commun les ressources ou en investissant. Les changements climatiques aggravent les inégalités structurelles et la vulnérabilité croisée en endommageant les actifs productifs, ce qui a pour effet de limiter encore davantage le potentiel de génération de revenus des communautés rurales les plus vulnérables.
47. Le PAM appuiera la mise en place de moyens d'existence durables dans les communautés rurales vulnérables en adoptant une approche fondée sur les marchés qui tient compte de la loi de l'offre et de la demande au sein de la filière. Le PAM promouvra les produits alimentaires autochtones et les produits locaux et facilitera l'accès des petits exploitants à des micromarchés ou à des marchés lucratifs tout en développant la demande parmi des acheteurs auxquels est associée une forte valeur ajoutée, socialement responsables et respectueux de la durabilité environnementale. Le PAM tiendra compte des inégalités croisées en adoptant des critères ciblant les ménages les plus vulnérables, comme ceux dirigés par une femme, en particulier parmi les groupes autochtones; les personnes âgées; les personnes handicapées; et les jeunes. L'augmentation des revenus aura pour effet d'améliorer l'accès des ménages vulnérables à une alimentation plus diversifiée et plus riche en nutriments et les liens établis avec les programmes d'alimentation scolaire amélioreront l'accès à une alimentation traditionnelle produite localement et le développement d'habitudes alimentaires saines parmi les enfants qui bénéficieront de telles interventions.
48. Le PAM élaborera et mettra en œuvre des programmes reposant sur des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans les communautés rurales et autochtones, afin de s'attaquer à des normes sociales bien ancrées et à des stéréotypes sexistes, les hommes évitant d'assumer la responsabilité des soins non rémunérés, ce qui empêche les femmes de trouver leur place au sein de l'économie rémunérée. Le PAM créera également des actifs qui auront pour effet de réduire le temps passé par les femmes à des soins et à des tâches domestiques non rémunérés, ce qui aura pour effet d'encourager encore davantage l'autonomisation économique des femmes.

Effet direct stratégique du PAM

49. Cet effet direct du PSP contribue à l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

50. Cet effet direct du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

51. Cet effet direct du PSP est harmonisé avec les objectifs que s'est fixés la Bolivie – Faim zéro, égalité des sexes, développement économique durable – au moyen d'investissements dans la productivité des petites exploitations et dans le développement des marchés et l'accès à ces marchés. L'effet direct concourt également à la réalisation des deux objectifs consistant à éliminer l'extrême pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire.

Produits escomptés

52. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct 2 du PSP:
- Produit 3: Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones de Bolivie en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, accèdent plus facilement à des moyens d'existence résilients et durables, notamment grâce à l'amélioration de leur capacité d'adaptation, de leur productivité et des perspectives de commercialisation de leurs produits.
 - Produit 4: Les petits exploitants agricoles ont des liens renforcés avec des marchés durables et stables où écouler leurs produits.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir des transferts de type monétaire aux petits exploitants et aux communautés autochtones en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, et leur donner accès à des services d'adaptation aux changements climatiques, notamment sous la forme d'une assistance technique

53. Le PAM procédera à des transferts de type monétaire au bénéfice des petits exploitants et des populations autochtones afin qu'ils puissent se doter d'actifs communautaires et domestiques qui leur permettront d'améliorer leur productivité et leur résilience. La participation des femmes, dont la contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du ménage est essentielle, est assurée, en toute sécurité et équitablement, à toutes les étapes du cycle de projet. Les écarts de revenus à certains moments stratégiques de l'année seront ainsi comblés, les ménages vulnérables n'auront plus à recourir à des stratégies de survie préjudiciables et leur résilience en sera renforcée. Le PAM recherchera des possibilités de fournir aux communautés ciblées des services renforçant leur capacité de gagner leur vie et la durabilité de leurs moyens d'existence, comme des dispositifs de financement ou des informations relatives au climat. Il optera pour des méthodes et des matériaux de construction, ainsi que des actifs communautaires écologiquement viables, conformément aux priorités nationales et locales.
54. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements porteront sur les choix alimentaires et la répartition entre femmes et hommes des responsabilités au sein du ménage et au niveau communautaire, afin d'améliorer l'accès des petites exploitantes vulnérables à des actifs productifs et à de nouveaux moyens d'existence. Le PAM fera mesurer toute la valeur des aliments locaux et traditionnels aux producteurs et consommateurs locaux afin de les encourager à opter pour ces produits nutritifs plutôt que pour des aliments moins coûteux, importés et pauvres en nutriments, et il soulignera les aspects positifs des aliments locaux et fera ressortir les répercussions négatives d'une mauvaise alimentation.
55. Avec les autorités locales et d'autres instances, le PAM veillera à ce que les interventions menées dans le cadre du PSP soient complémentaires des programmes existants ciblant les mêmes communautés ou répondant à des objectifs similaires. Il s'assurera que les enseignements tirés de l'exécution de ses programmes viennent étayer les activités de sensibilisation relatives à l'amélioration de la concertation sur les politiques et à la mise en place de programmes nationaux intéressant la malnutrition, l'insécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'atténuation des risques climatiques.

Activité 4: Faciliter l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles en situation d'insécurité alimentaire – et plus particulièrement parmi eux, les Autochtones et les femmes – et des marchés durables et fiables

56. Cette activité aura pour effet d'améliorer et de rendre plus durables les moyens d'existence des petits exploitants en renforçant les systèmes alimentaires locaux et en améliorant les perspectives de commercialisation des produits locaux, tout en garantissant un accès à des marchés fiables. Le PAM analysera les filières alimentaires accessibles aux petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes et les populations autochtones, afin de déterminer comment améliorer de la manière la plus efficace possible les capacités de ces petits exploitants en matière de prise de responsabilités, de négociation, d'acquisition de connaissances financières élémentaires, d'organisation et de commercialisation, et appuyer leur autonomisation économique en les plaçant directement au contact de marchés durables et à forte valeur ajoutée.
57. Le PAM plaidera pour l'amélioration de la qualité, de la diversité et du suivi des aliments nutritifs consommés, tout en encourageant les petits exploitants à participer à des programmes nationaux fondés sur l'alimentation, notamment l'alimentation scolaire. Des débouchés fiables pour des aliments produits localement constituent une incitation à investir dans les moyens de production et à améliorer la qualité sur une base continue. Des revenus stables, en particulier pour les petites exploitantes, constituent un vecteur clé de l'autonomie économique, de la sécurité alimentaire et de l'amélioration des pratiques en matière de nutrition.
58. Le PAM apportera son appui au mouvement naissant de la "gastronomie sociale" en Bolivie en mettant en relation les petits exploitants et des marchés durables, responsables socialement et à forte valeur ajoutée, tout en améliorant la filière alimentaire, mais aussi en multipliant les possibilités d'emploi offertes aux groupes exclus du marché du travail formel, en particulier les femmes autochtones et les jeunes, et en valorisant leur aptitude à l'emploi. Le PAM renforcera les capacités en matière de gestion après récolte, ainsi que de transformation, de conditionnement et de commercialisation des aliments. À l'image de ses voisins, la Bolivie peut commercialiser avec succès ses produits uniques et devenir une destination prisée des passionnés de gastronomie du monde entier. Le PAM a joué un rôle de premier plan dans le cadre d'efforts similaires qui avaient été déployés au Pérou et il est prêt à renouveler l'expérience en aidant les petits exploitants boliviens à accéder à de nouveaux marchés à forte valeur ajoutée, y compris au-delà des frontières nationales.

Partenariats

59. Le succès du PSP passera par des partenariats axés sur la collaboration avec des ministères, des parties prenantes régionales, des municipalités, la société civile et des acteurs du secteur privé. L'approche intégrée privilégiée par le PAM pour améliorer la productivité des petits exploitants en leur donnant accès à des marchés viables tout en tenant compte de la sécurité alimentaire, de la problématique femmes-hommes et des changements climatiques, est adaptée aux secteurs de la santé et de l'éducation, du tourisme et des services, ainsi qu'au secteur privé, dans l'ensemble de la filière alimentaire créatrice de valeur ajoutée, qu'il s'agisse de la logistique, des micromarchés ou des restaurants gastronomiques, dans tout le pays.

Hypothèses

60. La mise en œuvre réussie des activités menées au titre de l'effet direct 2 du PSP est subordonnée aux conditions suivantes:
 - Les ressources humaines et financières sont suffisantes.
 - Les parties prenantes sont aptes et disposées à travailler ensemble.

- Les communautés vulnérables de petits exploitants sont en mesure de satisfaire aux normes de qualité des marchés à forte valeur ajoutée et de commercialiser leurs produits.
- La société civile, les communautés ciblées et les autorités municipales sont mobilisées.
- Le contexte est stable pendant toute la durée du PSP.
- Des investissements réguliers sont réalisés dans le potentiel de la Bolivie en tant que destination gastronomique.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

61. L'approche centrée sur les marchés utilisée pour le PSP se prête naturellement au transfert des responsabilités, puisqu'elle mobilise tout un éventail de parties prenantes ayant manifesté un intérêt direct pour le projet. Le PAM améliorera l'accès à des marchés alimentaires stables tout en aidant les petits producteurs à renforcer leurs moyens d'existence, et pour cela, il créera une demande socialement responsable de produits locaux et veillera à ce que chacun s'engage à protéger les écosystèmes délicats dans lesquels ces produits prospèrent. Potentiellement, l'approche centrée sur les marchés peut se perpétuer à l'infini, en rendant possible pour les communautés les plus vulnérables de procéder à des choix et d'accéder à l'autonomisation économique en accroissant la valeur de leurs produits, et en les incitant du même coup à consentir de nouveaux investissements et à protéger leurs moyens d'existence.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, en Bolivie, les institutions locales, régionales et nationales sont dotées de capacités renforcées, se coordonnent mieux et mettent en œuvre des politiques et des programmes cohérents au bénéfice des groupes les plus vulnérables

62. Le PAM luttera contre l'insécurité alimentaire en Bolivie en appuyant l'instauration d'un cadre politique et législatif plus cohérent et reposant sur des éléments d'information plus nourris, qui sera adossé à des systèmes alimentaires bien conçus, adaptés au contexte, efficaces et durables. Si le Gouvernement connaît des difficultés pour mettre ses plans en pratique, c'est en partie en raison d'une absence presque totale de données fiables, de l'instabilité de l'apport en ressources financières destinées aux programmes nationaux de transferts de type monétaire et à la nature extrêmement fragmentée de la société civile. Le PAM s'emploiera à y remédier grâce à une stratégie de communication dynamique, à des activités de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes, au renforcement des capacités et à la production de données factuelles. Il ciblera les groupes les plus vulnérables et élaborera des activités sur la base de la méthode de l'approche à trois niveaux, de manière à éclairer l'élaboration des politiques et des programmes. Il veillera à ce que ses interlocuteurs institutionnels soient conscients de l'importance que revêtent la participation et la mobilisation équitables des femmes, des hommes, des jeunes et des groupes autochtones, pour que les interventions menées soient efficaces.
63. Conformément à la deuxième recommandation formulée dans l'évaluation du PSP, qui portait sur la consolidation du positionnement, le présent PSP repose sur une approche systémique destinée à améliorer les liens à tous les maillons de la filière alimentaire en Bolivie, notamment avec de nouvelles parties prenantes dont le rôle est crucial dans les secteurs de l'éducation, du travail et de l'environnement, à l'appui de synergies entre les mesures prises au titre de l'adaptation aux changements climatiques, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence en milieu rural. L'effet direct 3 du PSP a été conçu pour être complémentaire des effets directs 1 et 2, grâce à la fourniture d'un appui technique et opérationnel destiné à relever les défis associés à l'amélioration de la productivité des petits exploitants et des moyens d'existence en milieu rural, à la

gouvernance et à l'obligation de rendre compte, à la cohérence des cadres politiques et législatifs, des évaluations et des analyses, des analyses participatives des disparités entre les sexes, à l'élaboration des programmes et à l'efficacité de la mise en œuvre des politiques nationales visant l'élimination de la faim.

Effet direct stratégique du PAM

64. Cet effet direct du PSP contribue à l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

65. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

66. La place faite à la sensibilisation et au renforcement des capacités s'inscrit dans le droit fil du plan national de développement économique et social pour 2021-2025, qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de manière indépendante et à atteindre l'objectif Faim zéro.

Produits escomptés

67. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct 3 du PSP:
- Produit 5: Les institutions nationales et régionales sont dotées de capacités renforcées, se coordonnent mieux et mettent en œuvre des politiques et des programmes cohérents, ce qui permet d'améliorer la sécurité alimentaire et d'appuyer les moyens d'existence ruraux au bénéfice des communautés les plus vulnérables, selon une approche de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et tenant compte des changements climatiques.

Activités essentielles

Activité 5: Élaborer et mettre en œuvre avec les institutions nationales une stratégie viable de lutte contre l'insécurité alimentaire à l'intention des communautés les plus vulnérables, qui adopte une approche intégrée et axée sur la transformation des relations entre les femmes et les hommes et repose sur la sensibilisation, la communication et l'amélioration de la coordination aux niveaux local, régional et national

68. Cette activité est essentielle au succès du PSP, car elle va dans le sens d'un effort soutenu et coordonné pour améliorer la résilience face aux risques climatiques et à l'insécurité alimentaire parmi les ménages et les communautés les plus vulnérables, en assurant la promotion de politiques et de programmes nationaux plus cohérents, plus intégrés et plus efficaces. Le PAM encouragera l'établissement de liens entre les politiques intéressant l'accès économique à l'alimentation, la productivité des petits exploitants, l'assistance, les droits des femmes et l'adaptation aux changements climatiques, ainsi que la cohérence de l'action menée au titre de ces divers éléments. Il recherchera des possibilités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, en particulier avec les pays voisins, en complément de l'assistance technique qu'il fournit. Il tirera également parti de sa position pour lancer des activités d'apprentissage entre pairs dans la région.
69. Les décideurs ont besoin d'informations précises, détaillées et opportunes et d'une analyse des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire pour allouer les ressources de manière efficace. Partant, le PAM a conçu une étude portant sur le double fardeau de la malnutrition avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi qu'une analyse intégrée du contexte avec le Ministère du développement rural et des terres. Il encouragera ses interlocuteurs nationaux à surveiller l'évolution de l'indicateur relatif au seuil minimal de diversité alimentaire chez les femmes, car il s'agit d'un indicateur clé, et il tiendra compte de la problématique femmes-hommes dans toutes les dimensions des activités qu'il mènera

aux titres du renforcement des capacités sur la base d'éléments factuels et de la sensibilisation liée aux politiques.

70. La stratégie de communication du PAM en ce qui concerne le mouvement naissant de la "gastronomie sociale" en Bolivie sera élaborée en tenant compte de la perception par les communautés de ce que représente la diversité alimentaire et en prenant en considération les marchandises produites localement; les responsables politiques seront encouragés à investir dans la préparation aux situations d'urgence et dans l'adaptation aux changements climatiques, ainsi que dans la productivité des petites exploitations et la commercialisation des produits qui en sont issus; les micromarchés durables pour la vente des produits locaux seront recensés et, en particulier, les produits locaux boliviens seront promus dans le plan national comme des solutions de substitution aux produits d'importation, l'accent étant mis sur les liens entre l'alimentation et le tourisme. Le PAM tirera parti de son expérience régionale et de sa connaissance pointue des systèmes alimentaires pour aider la Bolivie à exploiter son potentiel de manière viable et socialement responsable.

Partenariats

71. En plus de son alliance actuelle avec le Ministère du développement rural et des terres et avec le Ministère de la santé et des sports, le PAM mobilisera des décideurs au niveau national et municipal dans tous les secteurs pertinents. Il veillera à ce que les sphères décisionnelles soient inclusives et équitables. Il cherchera à établir des liens entre la société civile et le Gouvernement pour améliorer la confiance mutuelle, au moyen d'efforts coordonnés visant un objectif commun, et il collaborera avec les fondations privées et d'autres parties prenantes socialement responsables.

Hypothèses

72. La mise en œuvre réussie des activités menées au titre de l'effet direct 3 du PSP est subordonnée aux conditions suivantes:
- L'environnement opérationnel est stable et porteur.
 - Les ressources sont suffisantes pour faire démarrer le programme et attirer des investisseurs.
 - Les voyages de tourisme, ainsi que d'autres comportements sociaux antérieurs à la pandémie ont repris.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

73. Comme dans le cas de l'effet direct 2 du PSP, l'approche suivie au titre de l'effet direct 3 se prête naturellement au transfert de responsabilités, car elle appuiera l'action menée par le Gouvernement pour atteindre les ODD en donnant des moyens d'agir aux institutions et aux décideurs au moyen de messages et d'éléments d'information pertinents, opportuns et convaincants, sur lesquels ils pourront s'appuyer pour mettre en œuvre les politiques gouvernementales et atteindre les objectifs fixés. Un processus de transition sera élaboré conjointement avec les partenaires nationaux, sachant que les conditions préalables à son lancement devront être définies.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

74. Le PSP accordera la priorité aux communautés autochtones en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes et les filles et les petits exploitants agricoles, qui sont les plus vulnérables selon l'analyse commune de pays portant sur la Bolivie.

75. Les bénéficiaires seront enregistrés dans la plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE) afin d'être en mesure de recevoir des transferts de type monétaire au titre des activités 1 et 3.
76. *Effet direct 1 du PSP, activité 1.* Les bénéficiaires seront les communautés les plus vulnérables touchées par des chocs et exposées à un risque de malnutrition; les ménages dirigés par une femme, en particulier dans les communautés autochtones; les personnes âgées, les personnes handicapées; et les jeunes. Le PAM ciblera jusqu'à 12 500 bénéficiaires par an dans tout le pays, au moyen d'une ou deux distributions mensuelles au moment opportun.
77. *Effet direct 2 du PSP, activité 3.* Les bénéficiaires seront les petits exploitants pratiquant une agriculture de subsistance qui sont très vulnérables, voire extrêmement vulnérables, face à l'insécurité alimentaire, la priorité allant aux femmes dans les ménages autochtones. Le PAM ciblera 42 500 bénéficiaires par an, avec une ou deux distributions par an.

TABEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES ANNÉES CONFONDUES)									
Effet direct du plan stratégique de pays	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1	1	Filles	2 152	2 152	2 152	2 152	2 152	10 760
			Garçons	2 247	2 247	2 247	2 247	2 247	11 235
			Femmes	4 077	4 077	4 077	4 077	4 077	20 385
			Hommes	4 024	4 024	4 024	4 024	4 024	20 120
			Total	12 500	62 500				
2	3	3	Filles	7 318	7 318	7 318	7 318	7 318	36 590
			Garçons	7 640	7 640	7 640	7 640	7 640	38 200
			Femmes	13 861	13 861	13 861	13 861	13 861	69 305
			Hommes	13 681	13 681	13 681	13 681	13 681	68 405
			Total	42 500	212 500				
Total (hors chevauchement)				55 000	275 000				

4.2 Transferts

78. Le PAM fournira des transferts de type monétaire en fonction de la préférence exprimée par le Gouvernement. Ces transferts préservent la dignité des bénéficiaires et se sont révélés plus efficaces que l'assistance en nature, en particulier lorsqu'ils allaient de pair avec des activités ciblées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements encourageant de meilleurs choix en matière de consommation alimentaire. La Bolivie est dotée d'une chaîne d'approvisionnement alimentaire extrêmement développée et des marchés sont présents dans tout le pays, y compris dans les zones reculées. La valeur totale des transferts de type monétaire prévus est indiquée aux annexes II et III.

79. Des consultations et des analyses axées sur la problématique femmes-hommes, sur l'âge et sur la protection seront régulièrement menées pour éclairer les choix des modalités de transfert et s'assurer que les besoins et priorités propres aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, y compris les personnes handicapées, sont pris en compte. Afin d'améliorer la qualité de ses interventions, le PAM produira des éléments factuels relatifs à l'incidence des diverses modalités d'assistance sur la dynamique des relations femmes-hommes au sein des ménages.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

80. Le Bureau du PAM en Bolivie est situé à La Paz et ses 20 employés, recrutés sur le plan national et hautement qualifiés, possèdent des compétences diverses et une connaissance de longue date des opérations du PAM en Bolivie. Un spécialiste de la problématique femmes-hommes recruté sur le plan national veille à ce que cette problématique soit systématiquement prise en compte à toutes les étapes du cycle de programme.
81. Pour abandonner progressivement la mise en œuvre directe, comme prévu dans le présent PSP, le PAM devra aider l'équipe chargée des programmes à réorienter son action: elle devra évoluer vers des activités axées sur le renforcement des capacités, la communication et la sensibilisation. Le PAM fera de temps à autre appel à des compétences externes à l'appui de certaines activités, si les ressources disponibles le permettent. Le bureau de pays mettra en place une unité de suivi et d'évaluation comprenant un assistant principal et un agent chargé du contrôle sur le terrain.

4.4 Partenariats

82. Le PAM exploitera ses partenariats actuels avec le Gouvernement bolivien pour plaider en faveur d'une approche plus intégrée sur la voie de l'accomplissement de l'ODD 2, tout en cherchant à nouer de nouveaux partenariats parmi les municipalités et les parties prenantes à assise communautaire au titre de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise. Il agira en partenariat avec des établissements universitaires à l'appui d'activités de sensibilisation fondées sur des éléments factuels et de campagnes de communication adaptées au contexte, qui rendront nécessaires des analyses de grande qualité, de sorte que les stratégies de ciblage et de communication de messages soient améliorées.
83. Le PAM agira en coordination avec la FAO, le Fonds international de développement agricole, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et les organisations de la société civile qui se consacrent à l'égalité femmes-hommes et aux droits des femmes et des populations autochtones. Il cherchera des sources potentielles de financement et d'appui technique dans le secteur privé, et s'efforcera d'obtenir des subventions axées sur le développement et l'innovation, en vue de diversifier sa base de ressources. Il mobilisera le secteur privé, y compris les fondations, pour promouvoir les produits locaux afin que les petits exploitants et les communautés autochtones puissent accéder à des marchés plus lucratifs de manière plus régulière. Enfin, il recherchera des moyens novateurs de susciter l'intérêt d'ONG et d'entreprises socialement responsables au niveau local afin de promouvoir la gastronomie bolivienne.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

84. Le PAM instaurera un plan de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes et des besoins propres à chaque groupe d'âge pour mesurer les progrès accomplis pour ce qui est des activités, des effets directs, des produits et des processus tout au long de la mise en œuvre du PSP. En 2023, il procédera à une étude de référence exhaustive prenant en compte la problématique femmes-hommes, dont les conclusions éclaireront l'ensemble de la planification des activités prévues au titre de l'effet direct 2 du PSP. Un suivi et des analyses réguliers contribueront à améliorer la qualité des programmes, ce dont bénéficieront toutes les activités menées. Le PAM compilera les enseignements issus des activités de suivi et d'évaluation, notamment un examen à mi-parcours en 2025, à l'appui de la sensibilisation et du renforcement des capacités institutionnelles.
85. Conformément à la politique d'évaluation du PAM, le bureau de pays en Bolivie procédera à deux évaluations du présent PSP: une évaluation décentralisée, qui portera sur l'accès des petits exploitants aux marchés et sera réalisée conjointement avec le Gouvernement en 2024, et dont le domaine thématique intéressera l'effet direct 2 du PSP, dans le cadre de l'appui apporté au renforcement des capacités prévu au titre de l'effet direct 3 du PSP; une évaluation centralisée qui sera organisée par le Bureau de l'évaluation du PAM en 2026 et qui portera sur la performance d'ensemble et les résultats du portefeuille de pays du PAM, dont les conclusions éclaireront le prochain PSP.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

86. Des ressources financières irrégulières et insuffisantes constituent des risques stratégiques pour le présent PSP, d'autant plus que plusieurs organismes des Nations Unies et d'autres partenaires sont en concurrence pour des ressources et des créneaux limités. Les donateurs ont tendance à indiquer leurs préférences pour ce qui est de l'allocation géographique des ressources, et les cycles de financement brefs ont des répercussions sur la planification à long terme.
87. L'allocation inefficace de ressources rares peut se traduire par des programmes conçus en réaction à l'évolution des situations, privilégiant les interventions ponctuelles et individualisées plutôt qu'une approche stratégique, d'où un manque d'efficacité et un impact plus limité. Ce risque sera atténué par une meilleure planification stratégique et une plus forte mobilisation des parties prenantes aux niveaux des politiques et des programmes, permettant de favoriser les synergies thématiques et la complémentarité des programmes.
88. La persistance de l'insécurité alimentaire, à laquelle s'ajoutent des inégalités entre femmes et hommes pour ce qui est de l'accès aux ressources et aux actifs productifs, met en péril les efforts déployés pour améliorer les comportements en matière de consommation. Le PAM a appris à inclure des activités de communication et de sensibilisation efficaces et stratégiques pour renforcer l'impact de ses interventions, en invitant les responsables politiques à se mobiliser pour que l'exécution du PSP soit couronnée de succès.

Risques opérationnels

89. La COVID-19 a exposé les bénéficiaires et les partenaires à des risques notables en matière de santé, de sûreté et de sécurité, ce qui a nécessité une réaction rapide de manière à ajuster les opérations et les modalités de travail. Le Bureau du PAM en Bolivie continuera d'appliquer les procédures opératoires normalisées et les cadres de gestion des risques et s'emploiera à obtenir appui et avis de la part du bureau régional et du Siège, en fonction des besoins et à mesure que la situation évoluera.

90. Un autre risque opérationnel est l'absence potentielle de suivi et de prise en main d'objectifs, d'activités, de processus ou de cibles, qui sont même parfois abandonnés avant terme. Parmi les facteurs susceptibles d'en être la cause, on peut citer un taux de renouvellement élevé du personnel, les périodes faisant suite à une transposition à une plus grande échelle, de manière significative, ou une réduction de l'ampleur, tout aussi notable, des opérations, ou des lacunes en matière de communication.

Risques fiduciaires

91. Le PAM présente une forte aversion pour les risques fiduciaires, comme les risques pour la santé des employés, ou leur sûreté et leur sécurité, ou encore les risques de fraude et de corruption. Les risques de fraude sont atténués par des structures solides assurant le respect de l'obligation de rendre compte, notamment la séparation de l'ensemble des tâches liées aux services financiers, aux transferts de type monétaire et à toutes autres formes de prestation; le recueil préalable de renseignements très fournis sur tous les fournisseurs et prestataires de services, ainsi que des modalités de contrôle strictes prévues dans tous les contrats conclus avec des fournisseurs; et la détermination à procéder à une enquête exhaustive en cas de suspicion de fraude ou d'autres manquements liés aux ressources du PAM.

Risques financiers

92. Les fluctuations du taux de change du dollar des États-Unis contre le boliviano seront atténuées grâce à l'utilisation de moyennes rétrospectives pour déterminer le budget du PAM. Il est considéré que ce risque est relativement limité compte tenu de la politique budgétaire de la Bolivie.
93. Toutes les opérations du PAM sont exposées à des risques financiers élevés en raison des crises sociopolitiques mondiales en cours qui ont des répercussions sur le coût des combustibles et d'autres marchandises de base, de l'accélération continue des effets des changements climatiques et de la menace d'une récession financière mondiale. Le bureau de pays mettra en œuvre une solide stratégie de sensibilisation, notamment en sollicitant l'appui de l'équipe chargée des partenariats au Siège du PAM, afin d'être en mesure d'obtenir les ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs définis dans le présent PSP.

5.3 Garanties sociales et environnementales

94. Les garanties sociales et environnementales associées à toutes les activités menées au titre du présent PSP seront évaluées pour assurer leur harmonisation avec le cadre du PAM pour la durabilité environnementale et sociale.
95. Les activités menées au titre du présent PSP comprendront la gestion durable des ressources naturelles, notamment de l'eau et des sols, et l'interdiction de la déforestation et de l'utilisation de pesticides susceptibles de nuire à l'environnement. Un système de gestion de l'environnement sera mis en œuvre, qui mettra l'accent sur la gestion des déchets, les achats durables, l'efficacité énergétique et la décarbonisation, la conservation de l'eau et la formation. Le PAM développera aussi mes activités de bureau sans papier et encouragera les réunions à distance afin de réduire les émissions associées aux voyages aériens, conformément au programme de réforme de l'Organisation des Nations Unies. En 2021, le PAM a accru sa collaboration à cet égard avec d'autres organismes des Nations Unies, réalisant ainsi des économies à divers titres – achats, ressources humaines et frais d'administration. Il cherche actuellement des possibilités de mise en commun des services de prestation extérieurs avec l'UNICEF, qui partage les locaux du bureau du PAM à La Paz, par l'entremise de la plateforme de réservation en ligne des Nations Unies.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

96. Le PAM allouera un budget appréciable, assorti des ressources requises au titre de la problématique femmes-hommes, aux fins de la mise en œuvre de l'ensemble des activités et des effets directs prévus dans le cadre du présent PSP, qui s'accompagnera d'une stratégie dynamique en matière de communication et de sensibilisation. Il est prévu d'allouer la part la plus importante de ces ressources à l'octroi de transferts de type monétaire aux petits exploitants, au titre de l'effet direct 2 du PSP. Celui-ci se verra progressivement transposé à une plus grande échelle sur une période de deux ans; un niveau d'appui régulier sera maintenu au cours des troisième et quatrième années; l'ampleur des activités sera ensuite progressivement réduite de telle sorte que la responsabilité de leur exécution puisse être transférée au Gouvernement, à moins que leur pérennité ne soit assurée par les marchés locaux. Le PAM investira dans la réorientation de son personnel actuel, en faisant appel à des experts pour certains projets et en constituant une équipe chargée du suivi et de l'évaluation.

TABLEAU 2: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)

Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1	662 000	655 716	637 667	687 074	643 218	3 285 674
	2	208 699	219 402	214 307	235 396	218 124	1 095 928
2	3	2 246 480	2 244 914	2 164 333	2 339 088	2 147 647	11 142 463
	4	433 900	334 694	301 389	341 005	307 357	1 718 344
3	5	206 526	336 529	476 112	312 586	267 566	1 599 318
Total		3 757 605	3 791 255	3 793 808	3 915 149	3 583 911	18 841 728

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

97. Les interventions proposées dans le présent PSP exigeront que soient mobilisées des ressources d'un montant important, compte tenu de l'augmentation des coûts résultant de la crise en Ukraine, entre autres événements, et de la faible probabilité que le Gouvernement bolivien continue de partager les coûts avec le PAM à la même échelle que dans le cadre du précédent PSP. Pour prévenir toute pénurie de ressources, le PAM œuvrera activement auprès du Gouvernement, en ayant recours à des messages stratégiques clairs pour maintenir les partenariats existants et attirer de nouveaux partenaires partageant une vision et une ambition similaires. En cas de pénurie de ressources, le PAM accordera la priorité à la continuité et à la durabilité des programmes en cours d'exécution, en continuant à assurer sa présence dans les zones où des ressources auront déjà été investies, et en honorant les engagements pris dans les accords de partenariat. Cela garantira la valeur des investissements du PAM en cours et atténuera tout risque pour sa crédibilité ou son positionnement en tant que partenaire privilégié de parties prenantes clés.

98. Le bureau de pays s'emploiera à obtenir du secteur privé qu'il appuie les interventions humanitaires et axées sur le développement que le PAM mènera en Bolivie. Celui-ci recherchera les possibilités de partenariat, ou d'instauration de mécanismes de collaboration, avec des institutions financières internationales et des entités des Nations Unies. Dans le cadre des activités de mobilisation de ressources, on s'efforcera de faire appel à un large éventail de donateurs potentiels, notamment sur la base de financements ciblés du PAM pour des programmes pilotes à effet rapide, afin d'obtenir des donateurs des ressources financières d'un montant plus substantiel. Le PAM continuera de rechercher des arrangements de cofinancement avec le Gouvernement, y compris au niveau municipal et sous une forme hybride le cas échéant. La stratégie de mobilisation de ressources du PAM aux fins du financement du présent PSP se concentrera sur les possibilités offertes par l'articulation entre action humanitaire, développement et paix et tirera parti du double mandat du PAM.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE (JANVIER 2023–DÉCEMBRE 2027)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD 2: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie tirent profit des mesures d'anticipation, de la préparation aux situations d'urgence, de la coordination et des interventions qui répondent à leurs divers besoins alimentaires et nutritionnels urgents et favorisent un relèvement rapide

Catégorie d'effet direct: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les ressources financières disponibles pour faire face aux urgences sont suffisantes; le Gouvernement déclare l'état de catastrophe nationale et reconnaît sa capacité à intervenir face aux situations d'urgence majeure.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire- nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Activités et produits

1. Fournir des transferts de type monétaire aux ménages en situation d'insécurité alimentaire exposés à des chocs en Bolivie (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

1. Les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie reçoivent des transferts de type monétaire qui leur permettent de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1. Les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie reçoivent des transferts de type monétaire qui leur permettent de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

2. Fournir une assistance technique aux institutions locales pour améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, notamment au moyen d'activités de sensibilisation fondées sur des éléments factuels (1.1: Préparation aux situations d'urgence et action immédiate)

2. Les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par des chocs en Bolivie tirent profit des améliorations apportées en matière de préparation aux situations d'urgence, de coordination, d'intervention et d'assistance réactive face aux chocs, aux niveaux national, départemental et municipal (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

Cible 3 de l'ODD 2: Productivité et revenus des petits exploitants

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones en situation d'insécurité alimentaire en Bolivie – en particulier les femmes rurales – sont plus résilients face aux crises climatiques et autres chocs et stress, notamment grâce à des moyens d'existence durables, à des revenus réguliers, à une productivité améliorée et à l'accès aux marchés où existe une demande

Catégorie d'effet direct: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les ressources financières sont suffisantes.

Indicateurs d'effet direct

Score de consommation alimentaire

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3. Fournir des transferts de type monétaire aux petits exploitants et aux communautés autochtones en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, et leur donner accès à des services d'adaptation aux changements climatiques, notamment sous la forme d'une assistance technique (1.6: Création d'actifs communautaires et familiaux)

3. Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones de Bolivie en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, accèdent plus facilement à des moyens d'existence résilients et durables, notamment grâce à l'amélioration de leur capacité d'adaptation, de leur productivité et des perspectives de commercialisation de leurs produits (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3. Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones de Bolivie en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, accèdent plus facilement à des moyens d'existence résilients et durables, notamment grâce à l'amélioration de leur capacité d'adaptation, de leur productivité et des perspectives de commercialisation de leurs produits (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3. Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones de Bolivie en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, accèdent plus facilement à des moyens d'existence résilients et durables, notamment grâce à l'amélioration de leur capacité d'adaptation, de leur productivité et des perspectives de commercialisation de leurs produits (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3. Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones de Bolivie en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, accèdent plus facilement à des moyens d'existence résilients et durables, notamment grâce à l'amélioration de leur capacité d'adaptation, de leur productivité et des perspectives de commercialisation de leurs produits (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3. Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones de Bolivie en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes rurales, accèdent plus facilement à des moyens d'existence résilients et durables, notamment grâce à l'amélioration de leur capacité d'adaptation, de leur productivité et des perspectives de commercialisation de leurs produits (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

4. Faciliter l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles en situation d'insécurité alimentaire – et plus particulièrement parmi eux, les Autochtones et les femmes – et des marchés durables et fiables (1.8: Programmes d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

4. Les petits exploitants agricoles ont des liens renforcés avec des marchés durables et stables où écouler leurs produits (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 9 de l'ODD 17: Renforcement des capacités

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2027, en Bolivie, les institutions locales, régionales et nationales sont dotées de capacités renforcées, se coordonnent mieux et mettent en œuvre des politiques et des programmes cohérents au bénéfice des groupes les plus vulnérables

Catégorie d'effet direct: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les ressources financières sont suffisantes; les responsables des administrations publiques restent en poste.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

5. Élaborer et mettre en œuvre avec les institutions nationales une stratégie viable de lutte contre l'insécurité alimentaire à l'intention des communautés les plus vulnérables, qui adopte une approche intégrée et axée sur la transformation des relations entre les femmes et les hommes et repose sur la sensibilisation, la communication et l'amélioration de la coordination aux niveaux local, régional et national (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

5. Les institutions nationales et régionales sont dotées de capacités renforcées, se coordonnent mieux et mettent en œuvre des politiques et des programmes cohérents, ce qui permet d'améliorer la sécurité alimentaire et d'appuyer les moyens d'existence ruraux au bénéfice des communautés les plus vulnérables, selon une approche de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et tenant compte des changements climatiques (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

5. Les institutions nationales et régionales sont dotées de capacités renforcées, se coordonnent mieux et mettent en œuvre des politiques et des programmes cohérents, ce qui permet d'améliorer la sécurité alimentaire et d'appuyer les moyens d'existence ruraux au bénéfice des communautés les plus vulnérables, selon une approche de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et tenant compte des changements climatiques (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

ODD 2: Faim zéro

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.3: Pourcentage de bureaux de pays dotés d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Nombre de bureaux de pays disposant d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD, DPO, FNUAP, HCR, UNICEF, ONU-Femmes, OCHA)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

ANNEXE II

VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ		
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP
	Activité 1	Activité 3
Type de bénéficiaires	Communautés touchées par des chocs	Petits exploitants et populations autochtones
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Espèces (<i>dollars/personne/jour</i>)	0,81	0,81
Nombre de jours d'alimentation par an	40	40

ANNEXE III

TOTAL DES BESOINS EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Transferts de type monétaire		Total (<i>en dollars</i>)
Transferts de type monétaire		8 910 000
Total (<i>valeur des transferts de type monétaire</i>)		8 910 000

ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (en dollars)				
	Cible 1 de l'ODD 2 Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 3 de l'ODD 2 Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17 Effet direct stratégique 4 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	
Domaine d'action privilegié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Causes profondes	
Transferts	2 716 025	8 518 098	740 000	11 974 123
Mise en œuvre	627 513	1 297 761	481 158	2 406 431
Coûts d'appui directs ajustés	770 643	2 260 017	280 550	3 311 210
Total partiel	4 114 181	12 075 876	1 501 707	17 691 764
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	267 422	784 932	97 611	1 149 965
Total	4 381 603	12 860 807	1 599 318	18 841 728

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance